



# Assemblée générale

Distr. générale  
6 décembre 2021  
Français  
Original : anglais

Soixante-seizième session  
Point 122 de l'ordre du jour

## Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale

### Rapport de la Deuxième Commission

*Rapporteuse* : M<sup>me</sup> Prathma Uprety (Népal)

#### I. Introduction

1. À sa 2<sup>e</sup> séance plénière, le 17 septembre 2021, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante-seizième session la question intitulée « Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale » et de la renvoyer à toutes les grandes commissions, pour qu'elles passent en revue leurs méthodes de travail et examinent et adoptent leur programme de travail provisoire.
2. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 1<sup>er</sup> octobre 2021, la Deuxième Commission, tenant compte de la situation créée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), des restrictions qu'il est recommandé d'appliquer à titre préventif à la tenue de réunions dans les locaux de l'Organisation des Nations Unies afin de contenir la propagation de la COVID-19, ainsi que des solutions qui s'offrent à elle sur le plan technique et du point de vue de la procédure, et ayant à l'esprit le document de séance de son bureau sur les travaux de la Commission pendant la soixante-seizième session de l'Assemblée générale<sup>1</sup>, a approuvé ses modalités de travail pour la soixante-seizième session telles qu'elles sont décrites dans le document intitulé « Organisation des travaux de la Deuxième Commission »<sup>2</sup>.
3. La Deuxième Commission a examiné la question à sa 10<sup>e</sup> séance, le 23 novembre 2021. Ses débats sont consignés dans le compte rendu analytique correspondant<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Disponible à l'adresse [www.un.org/en/ga/second/76/crp1bureaupaper.pdf](http://www.un.org/en/ga/second/76/crp1bureaupaper.pdf).

<sup>2</sup> Voir A/C.2/76/L.1.

<sup>3</sup> Voir A/C.2/76/SR.10.



## **II. Examen de projets de décision**

### **A. Projet de décision figurant dans le document [A/C.2/76/L.61](#)**

4. À sa 10<sup>e</sup> séance, le 23 novembre, la Commission était saisie d'un projet de décision intitulé « Projet de programme de travail de la Deuxième Commission pour la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale » ([A/C.2/76/L.61](#)), déposé par le Bureau.

5. À la même séance, la Commission a été informée que le projet de décision n'avait pas d'incidences sur le budget-programme.

6. À la même séance également, la Commission a adopté le projet de décision relatif à son projet de programme de travail pour la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale, tel qu'il figure dans le document [A/C.2/76/L.61](#), et recommandé à l'Assemblée de l'adopter (voir par. 8 ci-après, projet de décision I).

### **B. Projet de décision proposé par la Présidente**

7. À sa 10<sup>e</sup> séance, le 23 novembre, sur proposition de la Présidente, la Commission a adopté une décision sur la revitalisation de ses travaux (voir par. 8 ci-après, projet de décision II).

### III. Recommandations de la Deuxième Commission

8. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de décision suivants :

#### Projet de décision I

#### Projet de programme de travail de la Deuxième Commission pour la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale :

- a) approuve le projet de programme de travail de la Deuxième Commission pour sa soixante-dix-septième session, tel que reproduit ci-après ;
- b) invite le Bureau de la Deuxième Commission à sa soixante-dix-septième session, lorsqu'il établira le projet de programme de travail et de calendrier de la Commission pour cette session, à tenir compte du programme de travail et du calendrier provisoires de la Commission, tels qu'ils figurent dans le document publié sous la cote A/C.2/76/CRP.2.

#### Projet de programme de travail<sup>1</sup>

1. Les technologies de l'information et des communications au service du développement durable.
2. Questions de politique macroéconomique :
  - a) Commerce international et développement ;
  - b) Système financier international et développement ;
  - c) Soutenabilité de la dette extérieure et développement ;
  - d) Promotion de la coopération internationale dans les domaines de la lutte contre les flux financiers illicites et du renforcement des bonnes pratiques en matière de recouvrement des avoirs pour favoriser le développement durable ;
  - e) Promouvoir l'investissement en faveur du développement durable.
3. Suivi et mise en œuvre des textes issus des Conférences internationales sur le financement du développement.
4. Développement durable :
  - a) Parvenir au développement durable : réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, notamment grâce à l'adoption de modes de consommation et de production durables, en faisant fond sur Action 21 ;
  - b) Suivi et application des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa) et de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement ;
  - c) Réduction des risques de catastrophe ;

<sup>1</sup> La liste définitive des points et points subsidiaires à examiner sera établie à partir des résolutions et décisions adoptées par l'Assemblée générale.

- d) Sauvegarde du climat mondial pour les générations présentes et futures ;
  - e) Application de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique ;
  - f) Convention sur la diversité biologique ;
  - g) Rapport de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement ;
  - h) Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable ;
  - i) Lutte contre les tempêtes de sable et de poussière ;
  - j) Développement durable dans les régions montagneuses ;
  - k) Harmonie avec la nature.
5. Suivi de l'application du Nouveau Programme pour les villes et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat).
  6. Mondialisation et interdépendance :
    - a) Rôle des Nations Unies dans la promotion du développement à l'heure de la mondialisation et de l'interdépendance ;
    - b) Migrations internationales et développement.
  7. Groupes de pays en situation particulière :
    - a) Suivi de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés ;
    - b) Suivi de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral.
  8. Élimination de la pauvreté et autres questions liées au développement :
    - a) Activités relatives à la troisième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2018-2027) ;
    - b) Éliminer la pauvreté en milieu rural en vue de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;
    - c) Coopération pour le développement industriel ;
    - d) Participation des femmes au développement ;
    - e) Mise en valeur des ressources humaines.
  9. Activités opérationnelles de développement :
    - a) Activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies ;
    - b) Coopération Sud-Sud pour le développement.
  10. Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition.
  11. Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles.
  12. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale.
  13. Planification des programmes.

## **Projet de décision II**

### **Revitalisation des travaux de la Deuxième Commission**

L'Assemblée générale :

- a) rappelle sa résolution [75/325](#) du 10 septembre 2021, en particulier les dispositions relatives aux méthodes de travail, ainsi que ses décisions 75/548 B du 21 décembre 2020 et 73/537 B du 20 décembre 2018 ;
  - b) décide de convoquer jusqu'à deux réunions informelles de la Deuxième Commission au début de 2022 pour que celle-ci puisse examiner ses méthodes de travail ;
  - c) demande au Bureau de la Deuxième Commission de mettre à jour le document de séance sur les méthodes de travail de la Commission à la suite de cet examen.
-